

SOMMAIRE

Revue Européenne.—Nos Gravures : Victoria-Regina ; Exposition de Buenos-Ayres ; L'exposition de Philadelphie.—Agence de Lévis.—Pour rire.—Vingt mille tonnes sous les mers (suite).—Boutier et longévité.—Pensées.—Ottawa avant de devenir capitale (suite et fin).—Un duel entre deux princes.—Les inondations.—Rosalba ou deux amours, épisode de la révolution de 1837.—Courrier des dames.—Conseils d'hygiène pratique.—Le prince de Radziwiłł.—Enigmes, charades, problèmes, questions, etc.—Prix du marché de détail à Montréal.—Le jeu de dames. GRAVURES : Sa Majesté la reine de la Grande-Bretagne, impératrice des Indes ; Exposition à Buenos-Ayres de produits destinés à Philadelphie ; Ouverture de l'exposition de Philadelphie ; Chant de la cantate de Whittier par 600 voix devant Memorial-Hall ; Le président Grant et les commissaires passant par le "Main-Building" ; Pavillon des femmes à l'exposition de Philadelphie.

REVUE EUROPEENNE

Deux abdications en perspective ont occupé, dans ces derniers temps, les journaux et les revues : le Czar renoncerait au trône en faveur de son héritier présomptif ; Victor-Emmanuel abdiquerait en faveur du prince Humbert. Ces deux changements en amèneraient naturellement beaucoup d'autres dans la politique de l'Europe. Quant à Victor-Emmanuel, on donne comme une des raisons qui l'engageraient à déposer la couronne, les ennuis que lui ont causés, dernièrement, des lettres de change sur lesquelles on avait apposé sa signature, le faussaire étant le fils qu'il a de son mariagemorganatique. Enlacés dans les filets d'une de ces brillantes et dangereuses aventurières qui parcourent l'Europe à la chasse de quelque royal gibier, ce jeune homme et un grand duc de Russie ont été bien et dûment pris et plumés par cette nouvelle Lolla-Montès à qui l'Amérique, paraît-il, a donné naissance. En même temps que cette rumeur d'abdication, il en est une autre qui est encore moins vraisemblable : les républicains italiens se prononceraient en faveur d'une république fédérative qui ferait des anciens États du Pape une des provinces confédérées et rendrait au souverain pontife une sorte de souveraineté. C'était, si l'on s'en souvient, à peu près le plan que Napoléon III avait proposé dans une de ses fameuses brochures ; mais il y a tout lieu de croire qu'aujourd'hui comme alors, ce n'est qu'un leurre à l'adresse des catholiques.

Pour ce qui est de la Russie, il est évident que, dans les circonstances actuelles, la rumeur, qui a été démentie, n'est, dans un certain sens, que prématurée. Il devient de plus en plus nécessaire que le futur czar s'initie aux affaires si compliquées et si lourdes de cet immense empire, et l'on conçoit que son influence augmente à mesure qu'il y prend une plus large part. Il fut un temps où la cour de Berlin recevait ses inspirations de Saint-Pétersbourg : M. de Bismark voudrait intervertir les rôles aujourd'hui, et comme le Czarewitch a la réputation d'être peu favorable au prince chancelier, l'opinion publique se montre très-satisfaite en lui voyant prendre une part active aux affaires. Il se fait en effet en ce moment, en Russie, à la suite de l'émancipation des serfs, un autre mouvement d'émancipation non moins important : c'est celui des classes lettrées et intelligentes de la bourgeoisie, qui se sentent fatiguées de la domination bureaucratique des Allemands. Une proportion très-notable des fonctionnaires publics, depuis un certain nombre d'années, sont des émigrés ou des descendants d'émigrés allemands ; ils forment comme une espèce de caste à part, laquelle a réussi à s'emparer des meilleurs postes dans la diplomatie et dans l'administration. Cet état de choses, dû à l'insouciance et à l'esprit de dissipation des classes nobles, à l'apathie et au manque d'instruction des classes moyennes, maintenant que ces dernières ont plus de liberté, de bien-être et d'ambition, provoque une réaction sérieuse : on criera bientôt : "La Russie pour les Russes et dehors les Allemands !" Dans plusieurs pays, du reste, un semblable esprit se manifeste ; tandis que les Américains de New-York pestent contre le joug des Irlandais, qui se sont depuis longtemps emparés de l'administration municipale et dont l'influence est prépondérante en bien des choses dans cette grande métropole des États-Unis ; tandis que les Californiens font la guerre aux Chinois et veulent expulser ces émigrés industriels et accapareurs—les Alle-

mands, qui deviennent une classe si importante aux États-Unis et en Russie, se plaignent, chez eux, d'être exploités et dévorés par les Juifs. La *Gazette des chemins de fer allemands* disait dernièrement : "Nous avons chassé les jésuites pour ne point cesser d'être Allemands, il nous faut maintenant chasser les Juifs si nous ne voulons pas que tous les Allemands soient des mendiants." Et pour justifier ce cri de terreur, elle fait voir que parmi les gros bonnets de la bourse de Berlin, il y a vingt Juifs contre un Chrétien ; qu'ils sont quatre-vingt-dix contre un dans la direction des principales compagnies commerciales et de chemins de fer ; qu'ils possèdent un dixième de la propriété imposable à Berlin ; et que *Unter den Linden*, qui est l'équivalent de l'avenue des Champs-Élysées de Paris, et où il n'y avait pas un seul Juif il y a vingt-cinq ans, est tellement occupée aujourd'hui par les riches enfants d'Israël, que le peuple l'appelle "Judengasse," le boulevard des Juifs !

Nous n'en faisons pas nos compliments à M. de Bismark ; mais ce grand diplomate, qui a su plus d'une fois mettre l'or d'Israël au service de ses intrigues, a bien mérité de voir la juiverie s'installer en maîtresse près du palais de Frederick. Qu'y faire cependant ? Courir sus aux Juifs serait beaucoup trop moyen-âge pour le pays du *Kulturkampf*, grand mot avec lequel les Allemands veulent se faire croire plus savants que le reste des humains. Cependant, tout en disant beaucoup de mal du moyen-âge, on revient quelquefois à ses institutions sous une forme ou sous une autre. Telle réforme demandée à grands cris par les associations ouvrières nous conduirait tout droit aux *jurandes* et aux *maîtrises*, et en tout cela comme en bien d'autres choses, c'est avec du vieux que l'on veut faire du neuf. Du reste, le monde est plein de cette espèce de logique, qui fait, par exemple, qu'après avoir dévasté la moitié de leur pays pour la liberté des nègres, les Américains, qui, ainsi que les Européens, s'établissent en Chine malgré les Chinois, refusent à ceux-ci la liberté de venir en Amérique. Pour tout cela il y a toujours un prétexte. Dans ce dernier cas, celui des Chinois, on dit : ils sont païens, immoraux, malpropres. A la bonne heure ; mais est-ce bien là la véritable raison ? S'ils étaient une source de profit pour la république ; si, au lieu d'en emporter de l'or ils en apportaient, s'occuperaient beaucoup de leur paganisme, de leur immoralité, de leur malpropreté ? Pas le moins du monde. Mais ils sont industriels, imitateurs ; ils apprennent dans un instant les secrets de l'ouvrier américain ; ils travaillent aussi bien, plus vite, à meilleur marché ; ils usent de peu, ils ne dépensent rien ou presque rien, ils accumulent de l'or et se sauvent avec quand ils croient en avoir fait assez ; vite il faut les chasser, les tuer, brûler le quartier qu'ils habitent. Et voilà comment, au dix-neuvième siècle, les philanthropes entendent la philanthropie ! Et cela se passe au moment où l'on convoque l'univers entier à venir contempler les splendeurs de l'égalité, de la liberté et de la fraternité dans la ville de l'amour fraternel par excellence ! Disons, pour être justes, que nos amis de la Colombie-Britannique paraissent vouloir imiter ce mouvement, avec moins de violence cependant, jusqu'à présent du moins, et en se renfermant dans les bornes d'une *fiscalité* plus ou moins discutable.

D'ailleurs, c'est le même principe partout : droit suprême de la force, intolérance de l'égoïsme, de la jalousie et de la cupidité ! Les fonctionnaires allemands sont plus habiles, plus instruits, plus actifs que nous, disent les Russes ; chassons-les ! les jésuites ont plus de science, plus de zèle, plus d'adresse que nous, disent à leur tour les Allemands, ils seraient bien capables de nous endoctriner : avec eux il n'y a pas de *Kulturkampf* qui tienne : chassons-les ! Puis ensuite, ajoutent-ils, les Juifs sont plus rusés, plus après au gain que nous (c'est beaucoup dire) ; ils gagnent tous les jours du terrain ; chassons-les comme nous avons chassé les jésuites !

Si l'on en croyait M. Newgate, M.

Whaller et quelques autres fanatiques du parlement anglais, on chasserait aussi de ce pays les religieuses et toutes les communautés catholiques enseignantes. N'enseignent-elles pas mieux et à meilleur marché que les institutions rivales ? De là toutes les calomnies que ces messieurs ont osé débiter en plein parlement à l'appui de leur demande d'enquête. Une imposante majorité a, comme à l'ordinaire, fait justice de ces romans à la *Maria Monk*, et donné gain de cause au bon sens, à la décence publique et à la vérité.

Le ministère Disraeli, malgré sa force imposante, joue de malheur depuis quelque temps. Il semble vouloir se mettre, de gaité de cœur, toutes sortes d'affaires sur les bras. La plus grosse et la plus importante pour nous est l'abrogation du traité d'extradition avec les États-Unis. Il ne serait pas juste, cependant, d'en donner tout le blâme au ministère actuel, puisque l'étrange loi par laquelle on a prétendu modifier les stipulations d'un traité remonte à 1870. Winslow, arrêté pour faux à Londres, sera, dit-on, probablement mis en jugement pour un tout autre délit non spécifié dans le traité : avant de le livrer, on demande au gouvernement américain de donner une garantie qu'il n'en sera pas ainsi. M. Grant répond à cette prétention par l'abrogation du traité lui-même, droit que la clause 11 confère aux deux parties. N'aurait-il pas mieux valu négocier ? On en viendra là sans doute. En attendant, la chose est très-sérieuse au moment où l'exposition universelle va attirer tant de mauvais sujets si près de nous. N'est-ce pas, du reste, une matière sur laquelle le Canada, comme plus exposé et plus intéressé que l'Angleterre, aurait droit à une législation spéciale ? Avis à nos hommes d'état.

La Reine est toujours en Allemagne, et le prince de Galles, ayant reçu de ses médecins le conseil très-sage de ne point s'aventurer dans sa brumeuse patrie avant les beaux jours, de crainte d'une transition trop brusque au sortir des chaudes régions de l'extrême Orient, a visité Gibraltar, Madrid et Lisbonne. Il est bien certainement le *Prince-errant* de la monarchie contemporaine ; mais lorsqu'on écrira sa légende, on trouvera peut-être que ses pégrinations auront coûté à la riche Albion quelque chose de plus que les cinq sous traditionnels d'Ashvérus.

Quant au voyage de la Reine, ceux qui y ont cherché quelque arrière-pensée de combinaisons politiques en sont, jusqu'à présent, pour leurs frais. Le gouvernement de Saxe-Cobourg a fait démentir les bruits qui couraient au sujet de la cession de ce duché ; d'un autre côté, l'empereur Guillaume s'est trouvé trop enrhumé pour aller à la rencontre de sa fidèle et loyale cousine. A son âge, il est permis de croire que cette indisposition n'avait rien de diplomatique ; sans elle, cependant, on aurait fait bien des projets et bâti bien des systèmes sur une simple entrevue du nouvel empereur avec la nouvelle impératrice.

On a bien pu trouver, et nous-même nous avons en effet trouvé un peu puériles les craintes et l'irritation qu'ont causées ce nouveau titre d'impératrice ; mais il est malheureux que plusieurs circonstances contribuent à entretenir la mauvaise humeur de John Bull. Au nombre de ces circonstances se trouvent les débats singuliers dans lesquels M. Lowe, ancien sous-secrétaire d'Etat, a mis en cause le nom de la souveraine pour se donner le mérite, ainsi qu'à ses collègues, d'avoir résisté à la fantaisie *impériale*, et le démenti qui lui a été infligé. Les Anglais ont coutume de tenir plus respectueusement le nom de leur souverain éloigné de leurs débats politiques. La longue absence de la reine pendant une session du parlement, et la manière dont s'est fait son départ, ont aussi beaucoup déplu. Tous les trains, de Londres à Portsmouth, avaient été suspendus pour faire la voie libre au train royal, et pour celui qui connaît comment John Bull, sa montre d'or à la main, tient compte de chaque minute de retard, doit juger si cela lui a fait plaisir. On a rapproché malicieusement cette affaire à celle du *Mistletoe*, ce yacht de plaisance coulé à

fond par l'*Alberta*, qui portait la reine Victoria et sa fortune, et l'on a dit qu'après tout, il valait peut-être mieux laisser passer le train royal que de s'exposer à le rencontrer. Cette affaire du *Mistletoe* a dans le parlement, et est encore dans la presse, l'occasion de discussions très-dégradables. Les enquêtes faites successivement devant deux jurés n'ayant point donné de résultats, l'amiralauté en a fait faire une qui a été le sujet de ces débats. Le sans-gêne du prince de Leningent devant la commission (c'était le commandant du yacht royal, et il est parent du prince Albert), le ton un peu impertinent des ministres dans la chambre, enfin, le fait qu'une cousine de Sir Robert Peel et deux hommes de l'équipage ont perdu la vie sans parler des blessés et de la perte du yacht *Mistletoe*, tout cela fait qu'on s'est demandé avec amertume si le soin de la personne de la reine ne pourrait pas mieux se concilier avec le respect dû à la vie et à la propriété de ses sujets. Il a fallu qu'à l'opinion publique, loin d'être satisfaite par le blâme officiel infligé au prince de Leningent, ait été bien mécontente pour qu'on ait pu s'exprimer dans la Chambre des Communes comme l'a fait M. Anderson

Le gouvernement, a-t-il dit, s'imagine que le public doit simplement payer et se taire ; il a l'air de se croire déjà sous une impératrice. Si le premier ministre avait été un républicain rouge, il n'aurait pas pu mieux s'y prendre pour faire avancer sa cause... Il y a des membres de cette chambre encore plus avancés que moi, qui me blâment d'avoir provoqué cette discussion. Ils me disent : Pourquoi donc attaquez-vous le gouvernement ? Il va magnifiquement. Laissez-le faire, il discrédite la monarchie, et plus il ira, plus vite nous serons débarrassés de la royauté.

Ce langage est audacieux, il faut l'avouer ; mais certains journaux français ont le tort de pousser trop loin les conclusions qu'ils en tirent et de voir déjà l'Angleterre en république. John Bull, s'il se fâche pour tout de bon, se contentera de changer de ministres ; il huera ou sifflera celui-ci ou celui-là, et tout sera dit.

Du reste, l'Angleterre et les autres puissances européennes auront probablement bientôt à s'occuper de choses plus sérieuses que de toutes ces questions d'étiquette. La question de l'Herzégovine, au lieu de se régler comme on l'avait espéré, devient de plus en plus grave. L'Autriche et la Russie, ayant chargé le baron Rodich de réunir les principaux chefs de l'insurrection et de leur persuader de mettre bas les armes, leur assurant que, cette fois, les puissances veilleraient à leurs intérêts, et forceraient la Turquie à exécuter les conventions, ceux-ci ont répondu : "On nous a mainte fois déjà octroyé des droits, mais jamais on n'a tenu parole. Il nous faut des actes aujourd'hui, et non des promesses. Nous préférons mourir plutôt que de retourner sous le joug des Turcs, sans droits et sans protection." Ils n'ont point voulu sortir de là, et la conférence s'est rompue sur cette dernière parole des chefs : "Excellence, nous n'avons pas foi !" Malgré la supériorité de ses forces, la Turquie a jusqu'ici été bien et dûment battue par les insurgés ; et d'un autre côté, grâce à son obstination, les puissances du Nord se trouvent dans une impasse qui nécessite en ce moment une conférence des trois ministres Gortschakof, Bismark et Andrassy.

Que sortira-t-il de tout cela ? Les événements semblent se précipiter avec cette sorte de fatalité qui se remarque toujours à l'approche des grandes crises. A peine les chefs de l'Herzégovine ont-ils refusé les propositions des puissances, que l'incendie se rallume partout. La Bulgarie s'insurge, et, comme si la situation n'était pas assez grave, la triste affaire de Salonique vient encore tout empirer. Une malheureuse femme, qui se laisse pervertir et qui apostasie, excite la colère des nombreux chrétiens de cette ville ; il en résulte une émeute à la suite de laquelle les consuls de France et d'Allemagne sont impitoyablement massacrés. N'y a-t-il pas là le doigt de la Providence, et l'heure de la chute de l'empire Ottoman, de son partage, n'est-elle pas sonnée ?

Les chambres françaises, comme les chambres anglaises, se sont ajournées pour les fêtes de Pâques—il est probable que, dans ces dernières surtout, les affaires d'O-